

Index AI : PRE01/111/2011
04 March 2011

Des volontaires médicaux libyens sont pris pour cibles par les forces pro-Kadhafi

Des équipes médicales libyennes ont raconté à Amnesty International qu'elles avaient essuyé les tirs des forces de sécurité fidèles à Mouammar Kadhafi jeudi 3 mars, alors qu'elles faisaient leur travail.

Deux secouristes du Croissant-Rouge libyen qui tentaient de récupérer le corps d'un homme près de la ville de Misratah ont été blessés par des tirs venant d'une base militaire proche où est stationnée la brigade Hamza, force militaire fidèle au colonel Mouammar Kadhafi.

« Cette attaque a visé délibérément des professionnels de santé, qui portaient des uniformes médicaux et circulaient à bord de deux ambulances clairement identifiables comme étant du Croissant-Rouge, a indiqué Malcolm Smart, directeur du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« Cet acte inquiétant indique que les troupes pro-Kadhafi sont prêtes à faire usage de la force meurtrière sans distinction, même contre ceux dont le rôle est de prendre soin des blessés et de récupérer les morts. »

Un convoi de deux ambulances est parti de Misratah pour récupérer la dépouille d'un homme qui avait été la cible de tirs lundi 28 février dans des circonstances obscures près de la base de la brigade Hamza, et avait été tué ou laissé pour mort dans sa voiture.

L'ambulance de tête s'est arrêtée à faible distance de la voiture où gisait cet homme, qui s'était effondré sur le siège passager, et trois volontaires portant l'uniforme du Croissant-Rouge sont descendus de l'ambulance pour aller chercher son cadavre.

À ce moment-là, ils ont été la cible de tirs en provenance de la caserne militaire. Le premier tir a touché l'ambulance, et le conducteur a pris la fuite ; les volontaires qui étaient sortis ont alors plongé pour se mettre à couvert, et se sont faits tirer dessus pendant environ trois minutes.

L'un des secouristes a été touché à l'avant-bras par des éclats de balles et un autre au menton, semble-t-il par des éclats de la clôture de la base ou un fragment de balle. Ni l'un ni l'autre n'ont été grièvement blessés.

La Libye est en proie à une crise des droits humains qui prend de l'ampleur depuis le début des manifestations le mois dernier lors de la « Journée de la colère » organisée via les réseaux sociaux et inspirée des soulèvements en faveur de la démocratie en Égypte et en Tunisie.

La répression meurtrière menée par le gouvernement à Tripoli a débouché sur la suspension de la Libye du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et la saisine de la Cour pénale internationale, dont le procureur général a affirmé qu'il ouvrait une enquête sur le dirigeant libyen, le colonel Mouammar

Kadhafi, pour crimes contre l'humanité présumés.

« Le colonel Mouammar Kadhafi doit maîtriser les forces de sécurité qui lui restent fidèles. Tous ceux qui se livrent à des attaques contre des civils et des membres du personnel médical doivent savoir qu'ils seront tenus de rendre des comptes », a conclu Malcolm Smart.